

Le jour du dépassement, ou les incohérences de l'écologisme

Résumé : Le World Wildlife Fund a clairement identifié l'empreinte culture, c'est-à-dire la surface agricole nécessaire pour nourrir l'humanité, comme la menace principale contre la biodiversité mondiale. Un constat un peu embarrassant pour l'agriculture bio, qui génère une forte empreinte culture à cause de ses faibles rendements, pour un bénéfice faible en matière de biodiversité. Si on suit les conclusions du rapport *Ecophyto R&D* de l'INRA, le plan *Ecophyto* générerait une augmentation de 3,5 millions d'hectares environ, soit la surface agricole cumulée des régions Grand Est et Ile-de France. Notre pays exporte donc progressivement son empreinte culture : un résultat bien peu responsable, pour un pays qui prétend être exemplaire en matière d'agro-écologie. Espérons que les Etats Généraux de l'Alimentation aborderont enfin ce sujet qui avait été oublié par le Grenelle de l'Environnement.

C'est devenu un rituel estival, entre le départ des aoûtins et la nuit des étoiles : l'ONG Global Footprint Network vient de nous annoncer le mercredi 2 août que l'humanité avait atteint le jour du dépassement, c'est-à-dire le jour où elle a consommé l'ensemble des ressources naturelles que la planète peut produire en un an. **L'occasion de s'interroger sur la durabilité de notre civilisation... mais aussi sur la cohérence de la doctrine écologiste.**

Sur un sujet proche, le WWF (World Wildlife Fund) publie tous les deux ans un rapport « Living Planet », qui fait l'état de la biodiversité à l'échelle de la planète¹. L'ONG écologiste y fait l'inventaire de l'évolution des populations vivantes du monde entier, en distinguant les groupes taxonomiques (mammifères, oiseaux, poissons, ...) et les milieux naturels (terrestres, eau douce, océans). Au-delà de ce constat, il évalue aussi les poids respectifs des principales menaces pesant sur la biodiversité :

Figure 6: Threat type frequency for 703 declining terrestrial populations in the LPI database showing 1,281 recorded threats. Each population has up to three threats recorded, so the total number of recorded threats exceeds the number of populations (WWF/ZSL, 2016).

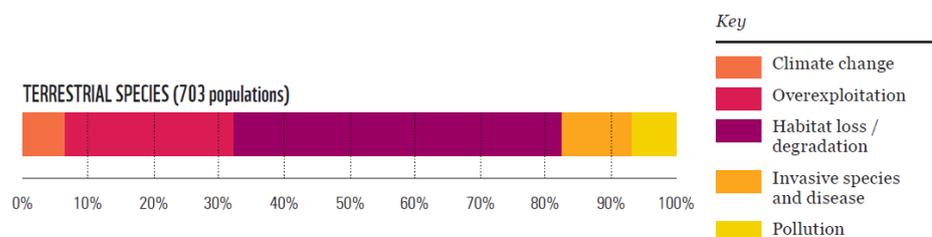


Fig. 1 : les principales menaces pesant sur la biodiversité terrestre (Rapport WWF Living Planet 2016).

On voit clairement que la dégradation ou la destruction des habitats naturels est la principale menace pesant sur la biodiversité : pour la moitié des populations en déclin étudiées dans le rapport Living Planet, c'est la cause majeure de la diminution de la population. La pollution arrive très loin derrière, venant même après l'extension d'espèces invasives et de maladies.

Ce résultat devrait forcément interpeller les responsables des politiques agricoles, car l'agriculture est bien sûr une des principales activités responsables de destruction ou dégradation des milieux naturels. Mais dans quelle mesure ? Le rapport 2016 a introduit un nouveau chapitre important pour chiffrer la responsabilité des activités agricoles dans la réduction globale de la biodiversité. Jusqu'à

présent, le WWF calculait une « empreinte écologique » globale pour calculer l'effet du mode de vie de différentes régions du monde sur la consommation de ressources naturelles impactant la biodiversité. Depuis 2016, cette empreinte globale est affinée en distinguant plusieurs composantes, selon le type d'activité :

Figure 32: Global Ecological Footprint by component vs Earth's biocapacity, 1961-2012

Carbon is the dominant component of humanity's Ecological Footprint (ranging from 43 per cent in 1961 to 60 per cent in 2012). It is the largest Footprint component at the global level as well as for 145 of the 233 countries and territories tracked in 2012. Its primary cause has been the burning of fossil fuels – coal, oil and natural gas. The green line represents the Earth's capacity to produce resources and ecological services (i.e., the biocapacity). It has been upward trending slightly, mainly due to increased productivities in agriculture (Global Footprint Network, 2016). Data are given in global hectares (gha).

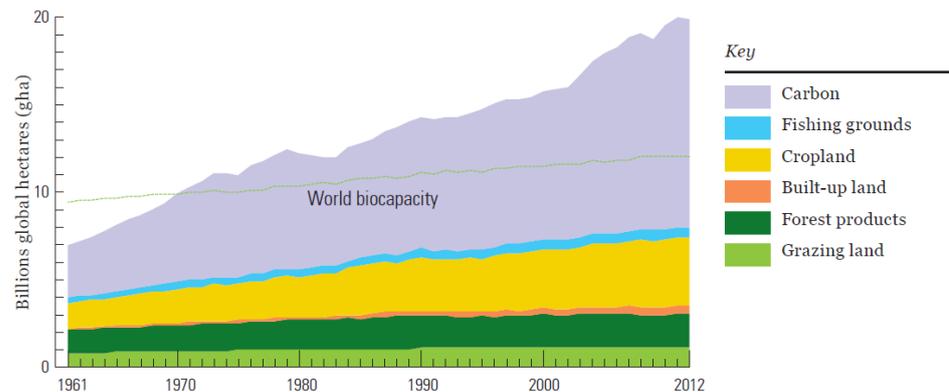


Fig. 2 : Evolution des composantes de l'empreinte écologique globale de l'humanité sur la consommation des ressources biologiques de la planète. (Rapport WWF Living Planet 2016).

Comme chacun le sait, l'humanité consomme désormais chaque année beaucoup plus de ressources biologiques que la terre n'en produit dans le même temps, d'où le fameux jour du dépassement. Sur la Figure 2, extraite du rapport Living Planet 2016, cela se traduit par le croisement, au début des années 70, entre la ligne verte (World Biocapacity), qui représente la production biologique de la planète, et les aires colorées, qui représentent les composantes de la consommation humaine de ces ressources biologiques. Pour chacune de ces composantes de l'empreinte écologique humaine, la demande mondiale est convertie en hectares globaux, c'est-à-dire la surface qui est nécessaire pour produire le bien consommé. On voit clairement que l'empreinte carbone (la consommation de ressources d'énergie, fossile ou de biomasse pour production d'énergie) est de loin l'empreinte la plus importante, et celle qui a le plus augmenté pendant les 50 dernières années. **Mais on voit aussi que l'empreinte culture (cropland footprint) arrive en second, aussi bien pour son niveau actuel que pour son taux de croissance annuel**, nettement devant la consommation de produits forestiers (pour le bois) et de pâturages pour l'élevage, dont les empreintes sont nettement plus faibles et progressent peu. En fait, il est même clair que l'empreinte culture est de loin celle qui a le plus d'impact sur la biodiversité. En effet, la grande majorité des « hectares globaux » de l'empreinte carbone sont des hectares théoriques, qui correspondent à la surface de biomasse qu'il faudrait pour compenser la combustion des carburants fossiles. Ils n'ont pas d'impact direct sur la biodiversité, sauf par le biais de l'effet du changement climatique qui, nous l'avons, a un impact assez mineur sur la biodiversité globale.

Il est donc clair que l'agriculture est une des activités humaines les plus perturbantes pour l'écosystème mondial. Mais pour quelles raisons, et comment atténuer son impact ? C'est là que le logiciel écologiste, en particulier dans sa version française, commence à bugger.

Quand les écologistes recommandent de gaspiller une ressource non renouvelable...

Notons d'abord un détail intéressant de la Figure 2 : la courbe verte (World Biocapacity) a légèrement augmenté pendant les 50 dernières années. Comme le signale le Living Planet Report, c'est essentiellement dû à l'augmentation des rendements agricoles. L'empreinte culture nette a donc évolué de façon légèrement moins défavorable que le suggère l'évolution de l'aire jaune (Cropland), puisqu'il faudrait logiquement en déduire l'augmentation de la biocapacité agricole. Cela ne change pas grand-chose au bilan global de l'agriculture, mais cela a la mérite de rappeler une vérité souvent oubliée des écologistes, en particulier en France : la fameuse « agriculture productiviste » honnie de tous n'a pas que des inconvénients : pour une demande alimentaire mondiale donnée, des rendements élevés permettent de minimiser la surface agricole nécessaire... et donc de réduire l'empreinte culture ! Bien sûr, l'augmentation des rendements passe le plus souvent par l'utilisation de pesticides, qui ont toujours, même bien employés, des effets indésirables sur la biodiversité. **Mais qu'est-ce qui est le plus important ? La minimisation de l'empreinte culture, ou de l'écotoxicité des pesticides ?**

Sur cette question, le rapport Living Planet reste dans le flou artistique. Bien malin qui pourra comprendre si, dans le bilan des menaces, les pesticides sont comptés dans la partie « Pollution » (dont on a vu au demeurant que l'effet est modeste), ou bien intégrés dans la partie « Dégradation des milieux », qui est la composante majeure de l'empreinte culture. Bien sûr, l'effet des pesticides sur la biodiversité est difficile à dissocier de celui de l'agriculture en général. **Mais il commence à y avoir un consensus scientifique assez clair sur ce sujet, basé sur la comparaison entre agriculture conventionnelle et agriculture bio : la biodiversité dans les parcelles conventionnelles est réduite en général de 30 à 50% (selon les espèces étudiées) par rapport à l'agriculture bio... mais de 5% seulement si on regarde à l'échelle de l'exploitation et non de la parcelle².** Cela s'explique très simplement par le fait que la biodiversité d'une parcelle agricole, même bio, est très inférieure à celle de n'importe quel milieu naturel, en raison de la diminution drastique du nombre d'espèces végétales présentes. Dans une région agricole, l'immense majorité de la biodiversité est donc dans les espaces naturels interstitiels entre les parcelles. Il est donc beaucoup plus efficace pour la préservation de la biodiversité de veiller au bon état et à la continuité de ces espaces naturels, que de supprimer les pesticides dans les parcelles.

L'effet d'une suppression des pesticides sur la biodiversité est donc difficile à chiffrer, mais de toute évidence faible à l'échelle des paysages, la seule qui compte vraiment. Par contre, l'effet d'un retour à une agriculture extensive sur l'empreinte culture est facile à estimer. Prenons l'exemple d'une transition de l'agriculture conventionnelle vers l'agriculture bio, tel que le prévoit le plan Ecophyto en vigueur en France. L'objectif est de passer d'environ 5% à 20% de surface bio, c'est-à-dire une conversion de 15% de la Surface Agricole Utile française, soit 4,4 millions d'ha environ. Considérons que le rendement des cultures bio est en moyenne de l'ordre de 2/3 de celui de l'agriculture conventionnelle, il faut pour produire la même quantité 2,3 millions d'ha agricole en plus. Par ailleurs, en comptant la perte de rendement induite par l'objectif de réduction de 50% des pesticides,

l'INRA avait estimé dans son rapport Ecophyto R&D³ que la baisse de production globale de la Ferme France serait de 12% au minimum⁴... soit l'équivalent de la production de 3,5 millions d'ha. **Sans que l'on ait jamais jugé utile de l'expliquer aux citoyens français, le plan Ecophyto revient donc à augmenter l'empreinte culture de la France de 35 000 km², soit la surface agricole utile cumulée des régions Ile-de-France et Grand-Est.**

Où ces hectares vont-ils être pris ? Bien sûr, pas en France, où la Surface Agricole Utile ne cesse de diminuer. **Comme on pouvait s'y attendre, la promotion du bio dans notre pays conduit donc à exporter discrètement une partie de notre empreinte culture vers d'autres pays.** Il y a quelques mois, un communiqué de l'Agence Bio annonçait triomphalement que la consommation de produits bio avait augmenté de 22% en 2016⁵. Ce communiqué était beaucoup plus discret sur un autre chiffre révélateur : dans le même temps, la surface agricole certifiée bio en France n'avait augmenté que de 4,1%⁶...**Quatre cinquièmes de la croissance de notre empreinte culture due au bio ont donc été absorbés par d'autres pays.** Lesquels ? S'agit-il vraiment de pays où la biodiversité est moins menacée que chez nous ? Une question qui ne semble pas beaucoup préoccuper les écologistes français. On peut toujours se rassurer en se disant que les objectifs Ecophyto ne seront de toute façon jamais atteints, mais ce n'est tout de même pas très sérieux.

Dans le domaine de l'empreinte culture, la France se conduit donc comme un pays producteur de pétrole qui prétendrait lutter contre le changement climatique en limitant sa production, mais sans réduire sa propre consommation d'énergie, en recourant à l'importation de pétrole étranger ! Cela alors que l'empreinte culture est clairement identifiée comme une menace majeure pesant sur la biodiversité : une politique de Gribouille aberrante sur le plan de la défense de la biodiversité globale, et qui de plus expose l'agriculture française à de gros risques économiques.

Le WWF a au moins l'honnêteté de rappeler les seules mesures efficaces pour une vraie maîtrise de l'empreinte culture : un changement d'habitudes alimentaires pour réduire la consommation calorique globale dans les pays les plus riches, et une réduction de la part de produits animaux. Une dimension totalement absente du Grenelle de l'Environnement qui a accouché du Plan Ecophyto. Les écologistes français préfèrent manifestement flatter les consommateurs-électeurs dans le sens du poil et jouer sur leurs peurs, plutôt que leur demander des efforts collectifs. Il est sans doute plus payant sur le plan électoral de concentrer les contraintes sur des boucs émissaires minoritaires comme les agriculteurs. **Mais quand cela revient à favoriser le gaspillage d'une ressource naturelle non renouvelable, comme le sont les terres agricoles, et à exporter l'empreinte culture de la France, il serait temps de s'interroger sur la cohérence de cette politique.** Les Etats Généraux de l'Alimentation actuellement en cours pourraient être l'occasion de revenir à une politique agri-environnementale plus responsable, mais l'empreinte culture ne fait pas partie des thèmes soumis à la réflexion des Français pour l'instant. Les écologistes se décideront-ils à demander une politique de maîtrise de l'empreinte culture française, ou faudra-t-il que ce soient les agriculteurs qui se saisissent de ce sujet ?

Philippe Stoop

¹ http://wwf.panda.org/about_our_earth/all_publications/lpr_2016/

² Schneider, M.K. et al, 2014. « Gains to species diversity in organically farmed fields are not propagated at the farm level », Nature Communications, 2014(5), 4151.

Pour plus de références sur ce sujet, voir aussi : <http://www.pseudo-sciences.org/spip.php?article2646>

³ <http://institut.inra.fr/Missions/Eclairer-les-decisions/Etudes/Toutes-les-actualites/Ecophyto-R-D>

⁴ Pour être plus précis, la baisse de production en valeur estimée par l'INRA serait de 12% en moyenne pour les grandes cultures, mais 19% pour les fruits et 24% pour la viticulture. Nous n'avons donc retenu que l'hypothèse basse.

⁵ <http://www.agencebio.org/le-marche-de-la-bio-en-france>

⁶ <http://www.agencebio.org/la-bio-en-france> . Il faut bien sûr lire la croissance des surfaces certifiées bio, sans tomber dans le joli tour de passe-passe de l'Agence Bio, qui évoquait dans son communiqué de presse une croissance de 22% des surfaces « engagées dans le bio »... en comptabilisant les surfaces en cours de conversion, pas encore productives !